

# Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI)

Commune de LA LOUPE

Délivré par Le Maire,  
Au nom de la Commune

<b>Dossier N°</b>	: DP 0282142300053
<b>Date de dépôt</b>	: 11 octobre 2023
<b>Date d'affichage</b>	: 02 novembre 2023
<b>Demandeur</b>	: Monsieur Michel GUYON
<b>Nature des travaux</b>	: Construction d'une véranda de 18 m <sup>2</sup> - ossature en aluminium thermolaqué gris anthracite, porte et fenêtres en aluminium thermolaqué gris anthracite, toiture composée de plaques Isotoit épaisseur 55 mm coloris extérieur ardoise, verre double vitrage à isolation thermique renforcée
<b>Adresse du terrain</b>	: 12 rue Blot - 28240 La Loupe
<b>Cadastré</b>	: AD 462 d'une surface totale de 484 m <sup>2</sup>
<b>Surface de Plancher créée</b>	: 18 m <sup>2</sup>

Le Maire de La Loupe,

Vu la demande de Déclaration préalable Maison Individuelle (DPMI) référencée ci-dessus présentée le 11 octobre 2023 par Monsieur Michel GUYON demeurant à La Loupe (Eure-et-Loir) 12 rue Blot,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 septembre 2023,  
Vu le projet situé Uc du PLU,  
Vu les pièces fournies par le demandeur,

## ARRÊTE

**Article 1** : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à La Loupe, le 02 novembre 2023

Pour le Maire,  
L'Adjoint au Maire délégué,

Jean-Jacques GLATIGNY



*NB : la construction, objet de cet arrêté, peut être assujetti à la taxe d'aménagement, à la redevance d'archéologie préventive. Les montants vous seront éventuellement communiqués ultérieurement.  
Un simulateur de taxes est à votre disposition sur [service-public.fr](http://service-public.fr).*

## INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

**EXECUTION** : La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**DUREE DE VALIDITE DE LA DECISION** : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité de la décision est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée 2 fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la décision au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date de la décision, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la décision et de lui permettre de répondre à ses observations.

**OUVERTURE DE CHANTIER ET AFFICHAGE** : Le (ou les) bénéficiaire de la décision peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**DROIT DES TIERS** : L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**LES OBLIGATIONS DU (OU DES) BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION** : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.